

A N N A L E S
BRETAGNE
PAYS DE L'OUEST

Annales de Bretagne et des Pays de l'Ouest

Anjou. Maine. Poitou-Charente. Touraine

120-4 | 2013

Varia

« L'affaire A. »

Quand la guerre d'Algérie résonne en métropole

« *The Jean A. case* ». *When the Algerian war resonated in France*

Manuel Boudier



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/abpo/2677>

DOI : 10.4000/abpo.2677

ISBN : 978-2-7535-3304-2

ISSN : 2108-6443

Éditeur

Presses universitaires de Rennes

Édition imprimée

Date de publication : 30 décembre 2013

Pagination : 181-196

ISBN : 978-2-7535-3302-8

ISSN : 0399-0826

Référence électronique

Manuel Boudier, « « L'affaire A. » », *Annales de Bretagne et des Pays de l'Ouest* [En ligne], 120-4 | 2013, mis en ligne le 30 décembre 2015, consulté le 01 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/abpo/2677> ; DOI : 10.4000/abpo.2677

« L'affaire A. »

Quand la guerre d'Algérie résonne en métropole

Manuel BOUDER

Professeur dans l'enseignement secondaire

De 1954 à 1962 l'histoire de France est marquée par la guerre d'Algérie. L'impact du conflit sur la métropole et l'opinion publique est un volet de l'histoire traité depuis longtemps par les travaux de Charles-Robert Ageron¹, Jean-Pierre Rioux² ou encore Benjamin Stora³. Mais un renouvellement des études sur cette question s'est développé au cours des dernières années⁴, en témoigne l'ouvrage de Raphaëlle Branche et Sylvie Thénault *La France en guerre 1954-1962. Expériences métropolitaines de la guerre d'indépendance algérienne*⁵. On y trouve une approche différente et novatrice, une préoccupation pour le « vécu » et « l'expérience de la guerre au quotidien »⁶.

En métropole, la fin de l'année 1961 et le début de l'année 1962 sont fortement marqués par les « événements » en Algérie. Premier sujet de préoccupation des Français, la résolution du problème algérien semble imminente mais tarde à se concrétiser. L'apparition de l'OAS puis le putsch des généraux en avril a ému la France et continue de faire l'actualité. La guerre s'invite en métropole. Manifestations, meetings, grèves, affichages s'enchaînent en métropole qu'ils soient « anti-OAS » ou pour la « Paix en Algérie ». Les forces syndicales, les partis de gauche et, bien sûr, le Parti Communiste Français s'indignent et organisent une riposte médiatique. En Bretagne la mobilisation est puissante, particulièrement dans l'ouest

1. AGERON, Charles-Robert, « L'opinion française devant la guerre d'Algérie », *Revue française d'Histoire d'Outre-Mer*, 63 (2), Paris, 1976, p. 256 à 285.

2. RIOUX, Jean-Pierre (dir.), *La guerre d'Algérie et les Français : colloque de l'Institut d'histoire du temps présent*, Paris, Fayard, 2001, 700 p.

3. GERVEREAU, Laurent, RIOUX, Jean-Pierre et STORA, Benjamin (dir.), *La France en guerre d'Algérie, novembre 1954-juillet 1962*, Nanterre, Musée d'Histoire contemporaine/BDIC, 1992, 320 p.

4. BRANCHE, Raphaëlle, *La Guerre d'Algérie : une histoire apaisée ?*, Paris, Seuil, 2005.

5. BRANCHE, Raphaëlle, THENAULT Sylvie (dir.), *La France en guerre 1954-1962. Expériences métropolitaines de la guerre d'indépendance algérienne*, Paris, Autrement, 2008, 506 p.

6. BRANCHE, Raphaëlle, THENAULT, Sylvie (dir.), *op. cit.*, p. 11.

des Côtes-du-Nord. Depuis la Libération la moitié ouest du département est acquise aux forces de gauche⁷. On peut parler d'une véritable « Zone Rouge », qui se confirme au fur et à mesure des scrutins et ne se dément pas pendant la guerre d'Algérie. C'est dans ce contexte particulier que se déroule « l'Affaire Jean A.⁸ ».

« L'affaire Jean A. » apparaît d'abord comme une banale querelle de lycéens. Elle se déroule en 1962 à Lannion, petite ville de 9 000 habitants à l'ouest des Côtes-du-Nord. Les deux élèves du lycée Le Dantec qui vont nous intéresser ont des opinions antagonistes et révélatrices de leur époque.

Jean A contre Maurice André

Jean A n'a pas vingt ans au moment des faits. Pourtant sa vie est déjà bien mouvementée. Il est né le 19 janvier 1943 à Toulouse. Il est le fils du docteur Robert A. et d'Yvonne H, professeur de Lettres. Le père dirige sa clinique à Bône, au nord-est de l'Algérie, où vit la famille A. Les événements politiques en Algérie s'enchaînent : création de l'OAS en février 1961, putsch des Généraux deux mois plus tard. Identifié comme le chef d'une « cellule de jeunes OAS⁹ » à Bône, Jean A. commence à faire parler de lui. Il s'agit plus précisément de Jeune Nation¹⁰. Une réunion de Libéraux se serait tenue fin avril 1961 à Bône en réaction au putsch. Des éléments de Jeune Nation auraient alors photographié les participants. Suite à cela, le président des libéraux de la ville, M. Bousquet, saisit de l'affaire le préfet local. Une confrontation est organisée entre Jean A et le docteur Bousquet. Peu de temps après, la Maison de la Culture, animée par le Dr Bousquet, est « plastiquée ». Son fils de 17 ans est tué dans l'explosion. Il semble qu'il s'agisse d'un des premiers morts par « plasticage » en Algérie imputés à l'OAS¹¹.

7. BOUGEARD, Christian, « Les français et la politique du milieu des années 50 au milieu des années 70 en Bretagne », *Bulletin de l'Institut d'Histoire du Temps Présent*, n° 79, 2002, p. 178-224. NICOLAS, Michel et PIHAN, Jean, *Les Bretons et la politique 1958-1988, 30 ans de scrutins en Bretagne*, Rennes, PUR, 1988, 254 p. SAINCLIVIER, Jacqueline, *La Bretagne de 1939 à nos jours*, Rennes, Ouest-France Université, 1989, 500 p.

8. L'un des deux protagonistes de cette affaire ne souhaitant pas en parler, son nom n'apparaîtra pas dans cet article.

9. Arch. dép. des Côtes-d'Armor, 1043 W 44, rapports préfectoraux ; source renseignements généraux (1961-1962).

10. *Jeune Nation* est un mouvement nationaliste français et néofasciste fondé à la fin de 1949 par Albert Heuclin, Jean Marot, Jacques Wagner et les frères Sidos. Ce mouvement fut dissous le 15 mai 1958, par un décret du gouvernement Pflimlin, suite à une série d'attentats et de violences. Néanmoins il a continué son action et est apparenté à l'OAS durant la guerre d'Algérie. Il semble que le docteur Thouvenot soit celui qui ait cherché à implanter Jeune Nation à Bône (DARD, Olivier, *Voyage au cœur de l'OAS*, Perrin, 2005, p. 19).

11. Cet attentat est relaté dans le journal *Libération* du 12 février 1962, article de Françoise Marzellier. Les rapports des RG et des préfets confirment qu'un événement s'est produit mais ne le décrit pas. Vues les mesures prises, on peut supposer que

La responsabilité du jeune A. apparaît claire pour les libéraux de la ville. Il nous est impossible d'infirmier ou de confirmer cela actuellement. Mais, le 24 mai 1961, le ministre de l'intérieur, Roger Frey, émet une assignation à résidence à Trébeurden pour Jean A. Cette assignation à résidence est suivie d'une interdiction d'entrée et de séjour en Algérie¹². Son expulsion a lieu le 1^{er} juin 1961. Le dirigeant de Jeune Nation se retrouve bien loin de l'Algérie, chez sa grand-mère maternelle, ancienne institutrice vivant à Trébeurden. Jean A. fait sa rentrée au lycée Le Dantec en septembre, en première littéraire. Après quelques mois, le lycéen est assigné à résidence chez Mme Le Gall, à Lannion¹³, sur arrêté du ministre de l'Intérieur.

Maurice André fait sa rentrée de l'année scolaire 1961-1962 dans cette même classe de première littéraire. Lui aussi est externe. Lui aussi est militant. Mais les points communs s'arrêtent là. Né le 3 novembre 1944, Maurice André est un lannionais. Il est le fils de Corentin André et tient son prénom de l'illustre passé de résistant de son père¹⁴. Pour la résistance Corentin André est « Capitaine Maurice ». Il dirige en août 1944 les combats qui aboutissent à la libération de la région lannionaise, puis il devient un responsable sur le front de Lorient¹⁵. Corentin André est très connu dans la région, il exerce des responsabilités au sein du Parti Communiste¹⁶ et dirige l'ANACR¹⁷. Maurice, quant à lui, devient le président du cercle des Jeunesses Communistes Françaises de Lannion (UJCF et UJFF¹⁸). Le lycée, à l'image de cette partie du département, est acquis à la gauche communiste. Preuve en est, Maurice et ses amis n'ont aucun mal à vendre leurs exemplaires de *l'Avant-garde*, le journal officiel de l'UJC ; ils gagnent même de belles sommes d'argent pour le parti et l'association¹⁹.

Maurice André et « le nouveau », Jean A, sont donc dans la même classe en cette rentrée de septembre 1961. L'un est un fervent militant communiste, l'autre un partisan de l'extrême droite nationaliste. Le premier soutient la Paix en Algérie et l'indépendance algérienne, le second l'OAS et l'Algérie française. Les antagonismes et les tensions ne tardent pas à

l'événement n'est pas mineur. Jean A., malgré plusieurs tentatives, refuse de parler de cette période de sa vie.

12. Arch. dép. des Côtes-d'Armor, 1043 W 44. Il s'agit d'un arrêté du Délégué Général en Algérie le 27 mai 1961 (source : rapport préfet CDN à l'IGAME et préfet de Gironde).

13. Arch. dép. des Côtes-d'Armor, 1043 W 44, rapport de la direction des Renseignements Généraux du 2 février 1962, concernant les assignations à résidence de Jean A. : il réside à partir du 18 décembre 1961 au 3 rue des Avocats à Lannion chez M^{me} Le Gall.

14. Entretien avec Maurice André, le 20 novembre 2009.

15. Corentin André reçoit la Légion d'honneur pour ses actes durant la Seconde Guerre mondiale.

16. Corentin André est membre du comité fédéral du PCF des Côtes-du-Nord.

17. Association Nationale des Anciens Combattants et amis de la Résistance, Corentin André est membre du bureau national, président départemental, et dirige le comité de Lannion jusqu'en 1981.

18. Union de la Jeunesse Communiste Française et Union des Jeunes Filles de France (proche de la Jeunesse Communiste, mouvement pacifiste et antifasciste).

19. Entretien avec Maurice André le 20 novembre 2009.

s'éveiller²⁰. La période ne permet pas d'enfouir ses convictions. Ce début d'année scolaire est encore marqué par les événements qui se succèdent en Algérie et qui résonnent dans les Côtes-du-Nord²¹. Très vite le sujet va faire son entrée en classe et dans la cour de récréation. On commence à évoquer la guerre en Algérie. Selon Maurice André, les paroles de Jean A vont « monter *crescendo*²² ». Des paroles qui défendent d'abord l'Algérie française, puis des paroles contre les communistes. Les théories ou les avis politiques vont vite s'effacer devant les injures et les menaces de mort. Selon Maurice André, Jean A. est un « passionné » et un « excité » : pour lui, les communistes sont des « criminels » et, rapidement, il va menacer de mort son camarade. Maurice André ne sait rien des raisons de son expulsion d'Algérie, ni de son appartenance à Jeune Nation. Les semaines passent et Jean A. ne cesse ses invectives et ses paroles haineuses. Petit à petit il livre des informations sur lui, cherchant peut être à choquer, à se vanter ou à impressionner les autres lycéens : il évoque les « ratonnades » auxquelles il a participé et montre à de nombreuses reprises les impacts de balles sur son épaule²³.

Jean A. devient le sujet principal des réunions de l'UJCF. Maurice André et ses amis parlent des injures, des menaces mais aussi de ce que Jean A. a pu faire pour arriver à Lannion. Ils imaginent divers scénarios. Puis ils se souviennent d'un attentat meurtrier de l'OAS à Bône qui a touché des lycéens²⁴, ils pensent à la date de l'arrivée de Jean A. en Bretagne, ils font le rapprochement. Après de longues hésitations, ils décident d'écrire un tract sur Jean A. Ils sont une douzaine de jeunes militants à se pencher sur la question. C'est leur premier tract et ils ne savent pas comment s'y prendre. Ils désignent le littéraire de la bande, Maurice André, pour rédiger le texte, qui est imprimé sur la Ronéo du PCF avec Corentin André. Après plusieurs réunions et quelques moments de doute, Maurice André et Guy Moal distribuent le tract le 31 janvier 1962 à la sortie des classes devant le lycée (figure 1).

20. Entretien avec Maurice André, le 20 novembre 2009.

21. Une lutte commune et régulière pour la « Paix en Algérie » rapproche le PCF et la SFIO en Côtes-du-Nord. (cf. BOUGEARD, Christian, « Les français et la politique du milieu des années 50 au milieu des années 70 en Bretagne », *Bulletin de l'Institut d'Histoire du Temps Présent*, n° 79, 2002, p. 178-224.). La CGT est également très impliquée sur le sujet de l'Algérie. À Lannion, des journées d'actions (débrayages, meetings, manifestations) sont parfois interdites par arrêté préfectoral (décision ministérielle) mais elles ont quand même lieu. Un vivier de militants très actifs apparaît dans cette ville sur l'ensemble de la période. Fin 1961, les manifestations, meetings et journées d'action ne vont plus avoir pour objectif « paix en Algérie », mais « anti-OAS ». Elles sont très suivies dans les Côtes du Nord, comme le 24 octobre et le 19 décembre 1961 (cf. Manuel BOUDER, 1954-1962 : *Les Côtes du Nord face à la Guerre d'Algérie, l'impact du conflit sur un département, l'attitude de ses habitants*, mémoire de master de l'Université Rennes 2, 2008).

22. Entretien avec Maurice André, le 20 novembre 2009.

23. Entretien avec Maurice André, le 20 novembre 2009.

24. L'attentat de la « maison de la culture » à Bône qui tua un lycéen a donc lieu en mai 1961, Maurice André en a eu connaissance par les journaux et magazines (comme le *Nouvel Observateur*) que son père reçoit à son domicile.

Devant le lycée Maurice André et Guy Moal sont insultés par deux jeunes anti-communistes mais continuent à distribuer leurs tracts. Le lendemain Maurice André est informé qu'il ne doit pas se rendre au lycée. C'est également le cas pour Jean A. Ils sont exclus.

Deux conseils de discipline suivent. Le premier dans le bureau du proviseur Dorenlot se fait en présence de représentants des professeurs, de Jean A. et de son père venu de Bône. Le jeune André doit serrer la main de Jean A. et on oublie tout. Maurice André refuse. Lors du second conseil de discipline il explique avoir été insulté et menacé et avoir réagi en conséquence. Nous sommes alors en février 1962, et le contexte bien particulier de cette affaire va l'entraîner bien au-delà des murs du lycée Le Dantec...

Figure 1

« Dans le cadre de la journée nationale organisée par l'UJCF et l'UJFF le cercle de Lannion déclare qu'en raison du danger de la menace fasciste créée par l'OAS il faut :

DEMASQUER ET FAIRE TAIRE LES FASCISTES ET LES DENONCER PUBLIQUEMENT.

Nous demandons

A Monsieur A. [REDACTED] Jean, Né le 19.1.1943 à Toulouse

Pourquoi il a été exclu d'Algérie le 3 juin 1961 ?

Est-il vrai qu'il a participé à des ratonnades (ces ratonnades consistent pour un groupe d'européens à poursuivre un musulman ; à le massacrer à coups de barre de fer, ou de pierres, ou à le défigurer à coups de tessons de bouteilles) ?

Pourquoi cet individu vante-t-il l'OAS et Salan ?

Pourquoi ces menaces de mort contre ses camarades du lycée qui condamnent l'OAS et ses gangsters ? N'a-t-on plus le droit de s'indigner contre les assassins, sans être menacé de plastiquage ?

Avons-nous un assassin au lycée de Lannion ?

OAS ASSASSINS

PAS DE SERVICE MILITAIRE A 19 ANS

REDUCTION DU SERVICE MILITAIRE A 18 MOIS

UNION DES REPUBLICAINS CONTRE LE FASCISME

DES MESURES EFFICACES CONTRE L'OAS

ET NON PAS DU BLA-BLA-BLA A LA RADIO ET A LA TELE »

UNION DE LA JEUNESSE COMMUNISTE FRANCAISE

CERCLE DE LANNION

Mobilisation et répercussions politiques

Cette querelle de lycéens aurait pu s'arrêter à cette poignée de main dans le bureau du proviseur, mais il n'en est rien. Cette querelle devient une « affaire », qui déclenche une vive réaction de l'opinion publique²⁵.

Le 2 février 1962, le surlendemain de la distribution des tracts et le jour du premier conseil de discipline, la direction des renseignements généraux émet déjà un premier rapport sur l'événement, intitulé « Propagande de l'U.J.C.F. et l'U.J.F.F. ». Les services des renseignements généraux ont probablement des yeux attentifs sur ce lycée accueillant à la fois un activiste expulsé d'Algérie et un important nombre de militants communistes. Le rapport mentionne précisément le *curriculum* de Jean A. et ses lieux de résidence. Dès le 2 février, le comité local de l'Association Nationale des Combattants de la Résistance de Trébeurden, fortement lié à Corentin André, émet une motion pour Maurice André et contre Jean A. Cette motion est adressée à la sous-préfecture de Lannion.

Cette affaire est vécue par les militants et les sympathisants communistes comme une véritable injustice, voire un scandale. La nouvelle de l'exclusion du lycée du jeune André, président de l'UJCF, va très vite se répandre et cristalliser les tensions. Cette « injustice » va permettre d'exprimer ses propres valeurs, de dénoncer celles que l'on combat, en résumé, de s'engager.

Ainsi le 6 février, c'est le syndicat CGT des cheminots de Saint-Brieuc qui émet une « Résolution sur l'exclusion de Maurice André », ils affirment que l'exclusion de M. André revient à « justifier l'action O.A.S. », ils exigent donc la réintégration du lannionais et adressent leur sympathie au jeune homme et à « son père, glorieux combattant de la résistance, invalide de guerre, Chevalier de la légion d'honneur ». Le lendemain, cette affaire dépasse les frontières du département puisque l'Association Nationale des Anciens Combattants de la Résistance du Morbihan adresse de Lorient une lettre à Monsieur le directeur du lycée Félix Le Dantec. Cette lettre s'indigne contre l'exclusion « du jeune élève républicain et patriote André ». Le contenu de la lettre joue sur l'analogie et les comparaisons entre le comportement du jeune communiste face à l'OAS et le comportement des jeunes français et bretons durant la Seconde Guerre mondiale face à l'ordre nazi. Le comportement de Maurice André est comparé au leur durant l'Occupation. Cette association dit représenter un large éventail politique animé par le même idéal patriotique contre l'OAS. Ils soutiennent le fils de Corentin André. Suivant la volonté des professeurs ils demandent eux aussi la réintégration de M. André : « Réintégrer l'élève André, chassé aujourd'hui du lycée pour son action patriotique, exactement comme ses anciens étaient chassés par les nazis pendant l'occupation. »

25. Arch. dép. des Côtes-d'Armor, 1043 W 44, les rapports préfectoraux évoquent désormais « l'affaire A. ».

La mobilisation pour la réintégration de Maurice André ne va pas s'arrêter à des motions. Dès le 6 février un meeting a lieu à la maison du peuple de Lannion, organisé par la FEN, à l'appel de la ligue des Droits de l'Homme, trois cents membres du corps enseignant y assistent. Lors de ce meeting on donne lecture des motions qui sont approuvées à l'unanimité, l'une des motions de caractère général contre l'OAS, et l'autre concernant l'exclusion de Maurice André. Le même soir, juste après cette réunion, un deuxième meeting a lieu à l'appel du « Comité de vigilance anti-fasciste » du département²⁶. Quatre cent cinquante personnes se réunissent à la Maison du Peuple, le meeting concernant encore l'exclusion de Jean A et de Maurice André. Le comité de vigilance avait auparavant été reçu par le proviseur du lycée et pouvait alors annoncer la possibilité que Maurice André puisse reprendre ses cours le vendredi suivant. Selon les RG (rapport au préfet du 8 février 1962) le proviseur étant pris à parti lors du meeting et dans un tract du PCF, il aurait donc accepté sa réintégration. Le comité annonce pour finir qu'il compte s'adresser au préfet et interpellé directement, par un télégramme, le ministre de l'éducation. Le préfet écrit alors aux services du ministre de l'Intérieur, Roger Frey, pour lui faire part des événements et des proportions que prend « l'affaire A. ».

Pour les RG « l'affaire » est clairement instrumentalisée par les « milieux communistes ». Dans une note du 7 février ils écrivent : « le licenciement de M. André du lycée [...] est exploité par le parti communiste²⁷ » et, selon eux, le comité fédéral en a fait des tracts. Le lendemain un rapport affirme que « l'affaire a provoquée des réactions aussi vives qu'inattendues » et « créé dans les milieux communistes de la ville une certaine agitation ». La réunion du 6 février au soir du Comité de vigilance, ayant pour objet l'exclusion du jeune André a tout de même réuni quatre cent cinquante personnes selon une première source²⁸ et huit cents selon une autre²⁹ : dans une ville telle que Lannion, une telle présence semble inquiéter les renseignements généraux.

Les événements ont donc pris une tournure politique. La faiblesse de la représentation de l'extrême droite dans les Côtes-du-Nord explique probablement pourquoi l'affaire A. n'a pas été instrumentalisée par ce camp politique, à l'échelle du département. À l'inverse, la section départementale du Parti Communiste va utiliser cette affaire. N'oublions pas que le père de Maurice André est membre du Comité fédéral, et que le professeur de Maurice André, M. Mansord (présent dans le bureau du proviseur lors du conseil de discipline), est le secrétaire départemental de la FEN et militant communiste³⁰.

26. JP 166/A février 1962, *Ouest-France*, édition du 7 février 1962.

27. Arch. dép. des Côtes-d'Armor, 1043 W 44, note au préfet du 7 février 1962.

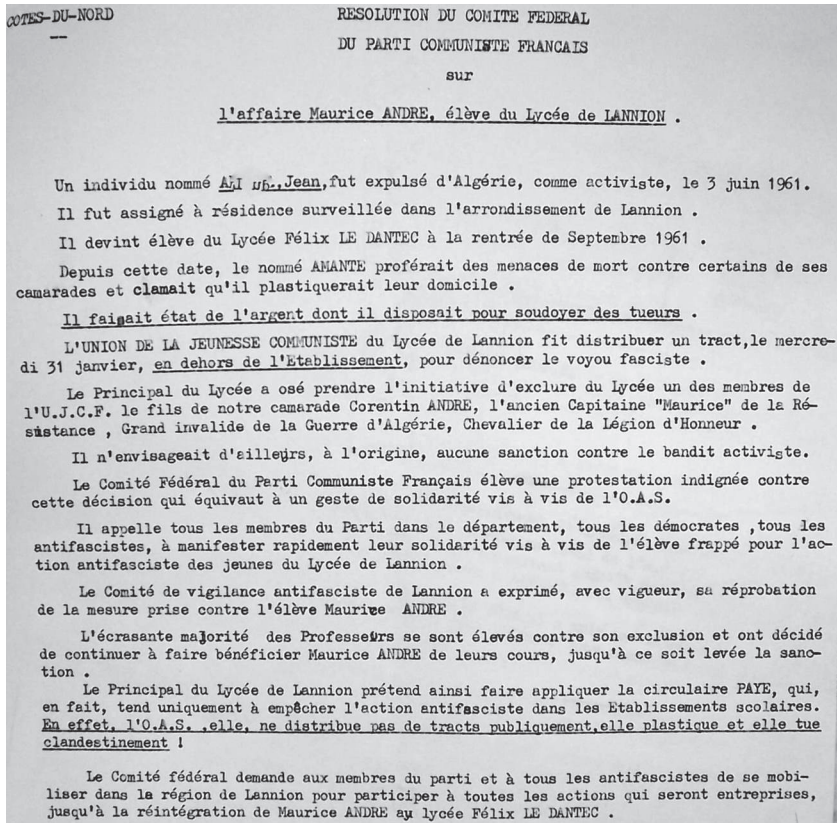
28. JP 166/A février 1962, *Ouest-France*, édition du 7 février 1962.

29. *L'Humanité*, édition du 8 février 1962.

30. Entretien avec Maurice André, le 20 novembre 2009.

Le PCF tente de se servir de cette affaire à des fins politiques. Le contexte est alors particulier : la métropole est devenue le champ de bataille de l'OAS, les attentats se multiplient et l'affrontement idéologique entre le PCF et l'OAS est à son paroxysme, la plupart des cibles de l'OAS étant des communistes. L'antenne communiste des Côtes-du-Nord fait alors paraître des tracts sur l'affaire, dont voici un exemple (figure 2).

Figure 2



Ce document retrace le parcours de Jean A. et affirme qu'il proférait des menaces de mort et de plastiquage. Il est traité de « bandit activiste » ou encore de « voyou fasciste ». Cette résolution condamne la décision du chef d'établissement et assimile immédiatement Maurice André à son père Corentin. Cette résolution est aussi un appel à « tous les démocrates, tous les antifascistes » du département. Cette affaire permet donc au PCF de mobiliser contre l'OAS, le prétexte étant la réintégration du jeune André. Le PCF s'allie au comité de vigilance et aux professeurs dans le but de

réprouver cette exclusion. On peut dire que sous le couvert d'un combat pour André contre A., c'est bel et bien le combat du PCF contre l'OAS, que le comité fédéral est en train de mener. Dans ce tract, comme dans d'autres motions, le chef d'établissement est souvent pris à parti, on lui reproche son impartialité. Il a exclu le « jeune fasciste » comme le « jeune démocrate ». En faisant appliquer strictement la circulaire Paye³¹ et en excluant les deux élèves, ce fonctionnaire de l'Etat est attaqué pour sa neutralité coupable.

Dénouement

La mobilisation en faveur du jeune André fait son effet. Jean A., lui, est isolé. Son père s'est déplacé de Bône à Lannion, peut-être a-t-il usé de son influence pour son fils ? Le journal *Libération*³² affirme que le Docteur A. a des relations au ministère de l'Intérieur, d'où la clémentine expulsion d'Algérie en 1961 et sa brève visite à Paris lors de l'affaire de Lannion au tout début du mois de février 1962. Il semble pourtant que le jeune Jean A. ait quelques amis dans la région lannionaise. Les rapports des renseignements généraux évoquent des affaires de lettres de menaces « OAS » envers le directeur Dorenlot, ainsi que des véhicules « suspects » qui surveillent et suivent Maurice André et le professeur Mansord³³. Toutefois la faiblesse, voire l'absence de militants, de partis, de mouvement d'opinion en faveur de l'Algérie française dans la région lannionaise explique principalement l'isolement de Jean A.

Face à lui il y a Maurice André, ses professeurs, Corentin André et son réseau (ANACR, PCF), le Comité de vigilance ou encore les syndicats. Dès le 6 février, les réunions, les motions et une certaine pression sur le proviseur Dorenlot ont raison de Jean A.³⁴. En effet, le chef d'établissement estime qu'il y a eu « provocation » de la part de Jean A., et après une expulsion d'une semaine, il réintègre Maurice André. Il demande ensuite à Jean A. de quitter l'établissement. Selon un rapport des RG, le préfet des Côtes-du-Nord suggère au ministre de l'Intérieur, le 8 février, d'assigner à résidence Jean A. hors du département. Maurice André revient au lycée le 9 février. La décision est donc officiellement prise par le proviseur, néanmoins la presse, comme les RG, ne doutent pas que la mobilisation en faveur du jeune communiste ait été déterminante. D'autre part on peut difficilement

31. Circulaire Paye, interdisant toute activité politique dans et à proximité d'un établissement scolaire. Cette circulaire de 1961 pose problème car la distance n'est pas précisée.

32. *Libération*, édition du 8 février 1962.

33. Arch. dép. des Côtes-d'Armor, 1043 W 44, rapports sur lettre de menace : la plainte finit par être retirée car elle ne « correspond à aucune des actions énumérées comme répréhensibles dans les circulaires qui concernent l'O.A.S » explique le proviseur Dorenlot à l'inspecteur d'académie suite à une entrevue avec le procureur de Guingamp. Un rapport et une enquête sont réalisés sur les « Activité des extrémistes et les véhicules suspects » par la police de Lannion. Si l'enquête ne donne rien, M. André affirme toujours que des véhicules suspects l'ont suivi à cette époque (entretien du 20 novembre 2009).

34. Il s'agit des deux meetings du 6 février et de l'ensemble de la mobilisation dans les Côtes du Nord.

imaginer que le proviseur ait pris seul cette décision concernant un élève activiste et expulsé d'Algérie, sans concertation avec les services et les représentants du ministère de l'intérieur.

Le 22 février le ministre de l'Intérieur assigne à résidence Jean A. à Bordeaux. Le préfet Dejean ordonne à la gendarmerie de signifier son arrêté à l'intéressé. Jean A., accompagné de sa mère, quitte Lannion pour Bordeaux le 25 février où il doit se rendre immédiatement au poste de police pour indiquer son nouveau lieu de résidence. La veille de ce départ, le préfet Dejean écrit un rapport détaillé sur le jeune Jean A. à destination de l'IGAME et du préfet de Gironde pour lui présenter les raisons de cette assignation. Il présente Jean A. comme « l'ex-dirigeant de la cellule Jeune Nation de Bône » et explique que cette mesure est prise pour « apaiser le climat » dans la région lannionaise³⁵. Suite à cela, « l'affaire A » disparaît des rapports préfectoraux.

Une affaire symbolique

L'« affaire Jean A » est une petite histoire dans la grande. Chacun des deux protagonistes incarne à lui seul l'opinion de toute une partie de la population, tout un mouvement, toute une idéologie. Et leur opposition, toute une tension, tout un combat de leur temps.

Les Côtes-du-Nord ne sont pas en dehors de cette guerre ou de ces « événements ». La société est touchée, les jeunes hommes sont dans le contingent pour une durée allant de 18 à 30 mois, la plupart des familles sont donc concernées. La guerre et ses répercussions sur le territoire pré-occupent les habitants. Alors, bien sûr, la presse locale va largement couvrir cette affaire, le journal *Ouest-France* évoque « les remous provoqués au lycée de Lannion par les événements algériens³⁶ ». Le titre suggère bien que l'on dépasse le cadre d'une « broutille scolaire », ce sont les « événements algériens » qui « provoquent » des problèmes au lycée. L'article énonce les faits, le fond de l'histoire, le ton est neutre et le journaliste utilise le conditionnel pour reprendre les accusations des militants communistes contre Jean A. L'article évoque la mobilisation organisée par la FEN et le « comité de vigilance antifasciste de Lannion » qui ont entraîné la réintégration du jeune André et ont incité à l'exclusion définitive de Jean A. Le journaliste semble aussi être dans la démarche de justification et de réhabilitation du comportement du proviseur. Ce dernier, vivement critiqué dans le tract du PCF, est en partie blanchi dans l'article. Son choix est expliqué dans le dernier paragraphe : « Le proviseur a précisé que, dans cette affaire, il avait eu le souci d'appliquer les récentes instructions ministérielles et de maintenir la vie intérieure du lycée à l'abri de tous les remous politiques. » *Ouest-France* ne semble donc pas prendre parti, ni pour un camp, ni pour l'autre, il détaille les faits sans commentaires.

35. Arch. dép. des Côtes-d'Armor, 1043 W 44.

36. JP 166/A février 1962, *Ouest France*, édition du 7 février 1962.

Mais « l'affaire A. » fait du bruit et la presse nationale va s'en emparer. Il ne s'agit pas d'une presse « neutre », mais d'une presse engagée dans un but militant. À gauche comme à droite, cette histoire sert des intérêts idéologiques. Les deux personnages principaux incarnent des valeurs, défendent leurs convictions, et leur âge rend peut-être encore plus fort le symbole.

Tout d'abord, l'extrême gauche s'empare de l'affaire, et ce dès le jeudi 8 février avec un article dans *l'Humanité*. L'organe de presse du PCF a régulièrement été interdit de parution durant la guerre d'Algérie. *L'Humanité* s'est montré en opposition totale aux « fascistes » de l'OAS à partir de 1961. Les numéros précédents ceux du 8 février 1962 ont dénoncé chaque jour avec un peu plus de virulence les actions, les attentats, les crimes, de l'Organisation de l'Armée Secrète. « L'Affaire Jean A » est dès lors un exemple de plus de cette lutte franco-française entre les « démocrates » et les « fascistes » et l'affaire de Lannion, à des fins idéologiques, est présentée comme une « VICTOIRE ». La rhétorique utilisée est à ce propos très intéressante à observer : le « camarade » Maurice André est un « jeune antifasciste », « un jeune démocrate », ceux qui le soutiennent sont, par deux fois, des « républicains ». À l'inverse, « l'activiste » Jean A. est un « provocateur » qui a des « activités fascistes ». L'article a un titre très visible, c'est la « VICTOIRE A LANNION » en lettres capitales, et c'est grâce à une « action rapide et puissante », que les « anti-fascistes » l'ont emporté sur les « fascistes ». *L'Humanité* entre peu dans les détails de l'affaire et à l'image de son titre retient surtout la réintégration d'André et l'exclusion de Jean A. Les lecteurs du journal, partout en France, ont une « nouvelle preuve » qu'il faut se mobiliser pour l'emporter et gagner contre les fascistes de l'OAS. C'est en quelque sorte le message que sert à véhiculer cet exemple lannionais, dans la perspective d'une lutte massive et nationale contre « l'ennemi OAS ».

Autre « journal d'opinion » d'extrême gauche, *Libération*³⁷, évoque l'affaire dans son édition du 8 février. L'article sur « L'Affaire A » est long et très détaillé. Le choix du titre ne laisse aucun doute sur l'orientation de l'article : « Au lycée de Lannion grâce à l'action de la population un élève activiste est renvoyé et l'élève antifasciste [dont il avait provoqué le renvoi] est réintégré. » La rhétorique est très similaire à celle de l'article précédent, mais les faits sont beaucoup plus détaillés. L'énumération des syndicats, partis, associations, enseignants et du « meeting regroupant 800 personnes » soutenant Maurice André donne aux lecteurs de l'article le sentiment d'un « Front populaire » pour le jeune communiste : « Devant l'ampleur du mouvement, les autorités s'inclinèrent. » La « Riposte républicaine » l'a emporté, le jeune

37. Ce journal ne doit pas être confondu avec le quotidien créé en 1973 sous l'égide de Sartre. Il s'agit ici du *Libération* créé clandestinement dans la résistance en 1941. Après la guerre, il ne cesse d'être déficitaire. Dans les années cinquante, il reçoit pour survivre le soutien financier du PCF, des liens d'amitié sont noués entre Emmanuel d'Astier de la Vigerie (le fondateur) et Maurice Thorez. Le journal est donc très lié au PCF, d'ailleurs les imprimeries du boulevard de la Poissonnière éditent les deux titres : *l'Humanité* et *Libération*. La ligne éditoriale de ce journal est donc ancrée à l'extrême Gauche.

André est réintégré et Jean A. doit quitter l'établissement. Le 12 février *Libération* consacre une page entière à « l'Affaire A. ». Il s'agit cette fois d'une enquête de la journaliste Françoise Marzellier qui va sur place pour son reportage. L'article est très long, détaillé, elle a rencontré Maurice André mais aussi Jean A. dans le restaurant où il déjeune le midi. Elle rapporte les menaces de mort en détail, les balles dans l'épaule d'A., son expulsion, sa haine des communistes, puis la distribution de tracts pour attaquer la circulaire Paye et son approximation géographique³⁸. Ensuite elle revient sur Jean A. dans la partie « Portrait d'un lâche », sur une histoire de bombe au lycée³⁹ et sa rencontre avec lui. Elle le décrit « Petit, le teint blafard, le cheveu raide et noir ». Jean A. quant à lui exprime sans détour son opinion pour l'Algérie française et parle d'une « cabale » contre lui, il veut rentrer en Algérie. Françoise Marzellier revient sur la fortune et l'influence dont dispose Jean A. et sa famille. Elle finit par citer la résolution du meeting antifasciste : « L'affaire André dépasse la personnalité de l'élève exclu. Il s'agit de savoir si on va, dans cette affaire, frapper un jeune antifasciste et encourager ainsi les criminels de l'OAS dans la région » et conclut que l'affaire de Lannion « a magistralement démontré que la riposte de tous les républicains pouvait être victorieuse », donnant à cette histoire une valeur d'exemple pour le reste de la France en ce début d'année 1962.

Pour ces journaux l'affaire se termine comme une fable, avec sa morale : démontrer que la mobilisation est nécessaire pour arriver à ses fins. Pour ces journaux l'affaire est un symbole : le jeune communiste, fils de résistant, est victime d'une injustice en dénonçant un « fasciste », la foule républicaine se lève et les antifascistes l'emportent sur l'OAS. La symbolique est très claire et positive pour l'extrême gauche, puisque l'épilogue est une « Victoire ».

À l'opposé, que disent les journaux d'extrême droite sur cette « Affaire A. » en France ? La lutte idéologique, par le biais de la presse, n'est pas le monopole de l'extrême gauche, pour la droite aussi, l'affaire est un symbole qui va être repris, mais plus tardivement.

Le premier article sur « l'Affaire A. » dans la presse nationale d'extrême Droite, paraît le 23 février 1962, dans *Aux Écoutes*⁴⁰. Cet hebdomadaire

38. Françoise Marzellier revient sur la circulaire Paye et la cite : « Toute activité politique est interdite à l'intérieur des établissements scolaires et à leurs abords », elle commente ensuite : « Ah ! que ce terme « abords » est savoureux ! Faudra-t-il prendre un mètre désormais pour délimiter où commencent et où se terminent ces « abords » ? » (*Libération*, 12 février 1962 dans l'article : N'en déplaise à M. Paye, Lannion n'a pas « mis dans le même sac » l'antifasciste et l'OAS).

39. Selon Françoise Marzellier, le proviseur Dorenlot au moment de l'affaire A., « dut avouer aux professeurs que l'an dernier, au moment du bac, la police l'avait prévenu que ce jeune activiste ayant menacé de mettre des bombes, il valait mieux faire une perquisition au lycée, vite à ce moment-là, pour éviter tout attentat ».

40. *Aux Écoutes*, édition du 23 février 1962. *Aux Écoutes* est un hebdomadaire nationaliste créé en 1918 par Paul Lévy. Sa parution a plusieurs fois été interrompue et a fini par s'arrêter en 1969. Le nom de cet hebdomadaire a régulièrement changé.

extrémiste de droite soutient l'Algérie française, l'OAS, et se montre particulièrement anticomuniste. L'article sur « l'affaire A. » est intitulé « Un déni de justice scandaleux ». Pour l'auteur de l'article c'est « en tant que pied-noir » que Jean A. s'est retrouvé « accusé de sympathies OAS », il est sous-entendu qu'il s'agit d'une affaire de xénophobie. Les faits reprochés en Algérie à Jean A. ne sont pas évoqués, le journaliste passe aussi sous silence le fait que le jeune homme soit interdit de séjour là-bas et assigné à résidence dans les Côtes-du-Nord. Selon l'article, le scandale naît du fait que les enseignants communistes ont mené une campagne pour réintégrer le jeune André. L'article sous-entend que c'est suite à cette réintégration qu'A. est exclu. Or, les deux élèves avaient été renvoyés simultanément le 1^{er} février 1962. L'auteur de cet article d'*Aux Ecoutes* passe sous silence un certain nombre d'éléments afin de servir ses desseins. Cette affaire est une injustice évidente, le jeune pied-noir est victime de cette mobilisation communiste : c'est le message que l'auteur veut faire passer à ses lecteurs.

Le second hebdomadaire d'extrême droite qui s'intéresse à « l'affaire A. », c'est *Rivarol*, un mois après les faits, le 8 mars 1962⁴¹. Il s'agit d'une revue nationaliste. Sur la période qui nous intéresse, « l'hebdomadaire de l'opposition nationale » combat la V^e République depuis la chute de la IV^e et se présente comme un journal « anti-système ». Anti-communiste, *Rivarol*, présente « l'affaire A. » comme l'injuste renvoi d'un élève suite à une « campagne ignoble » de l'UJCF. Le ton de l'article est en quelque sorte résigné et désabusé : le jeune pied-noir est arrivé d'Algérie en métropole et il est accueilli par une « campagne de diffamation » qui provoque son exclusion. Tout comme dans *Aux Ecoutes*, l'article n'évoque pas pourquoi Jean A. est arrivé en métropole. Néanmoins l'article détaille les accusations de « ratonnades », les accusations de « menaces de mort » et le fait qu'« on réclamait à grand tapage l'exclusion de l'« assassin » », éléments que l'on a pu vérifier et qui semblent exacts. *Rivarol* présente donc Jean A. comme une victime de la propagande communiste, en omettant volontairement les raisons de son arrivée en Côtes-du-Nord.

Ces deux articles de journaux d'extrême droite s'attardent bien sûr peu, sur « l'affaire A. », en comparaison des journaux d'extrême gauche. La raison ? La défaite... Le symbole est plus glorieux pour *l'Humanité* ou pour *Libération*, quand « la grande mobilisation populaire et républicaine défend un communiste et chasse un fasciste de l'OAS ». À l'inverse, pour la Droite, c'est un échec qui mérite moins que l'on s'y attarde. Néanmoins l'affaire est utilisée afin de montrer une injustice. L'histoire devient symbolique du « malheur des pieds-noirs, détestés et accusés par la propagande communiste ».

Quand *Libération* et *l'Humanité* parlent de « camarades », *Aux Ecoutes* et *Rivarol* parlent de « condisciples ». Ces journaux n'ont rien de commun,

41. *Rivarol*, édition du 8 mars 1962. Fondée en 1951 par René Malliavin, *Rivarol*, a pour sous-titre « Quand les peuples cessent d'estimer, ils cessent d'obéir » (A. de Rivarol).

ils s'opposent sur la rhétorique, le ton, le choix des éléments de l'affaire... mais ils se rejoignent sur l'exploitation de l'événement à des fins idéologiques. Chacun des deux camps s'emploie à porter ses thèmes au travers de cette querelle de lycéens. Le contexte national y est pour beaucoup : le jour de la parution des articles de *l'Humanité* et de *Libération* est le jeudi 8 février 1962. Comment trouver une date plus représentative de cet affrontement idéologique entre les forces d'extrême gauche et l'OAS que ce 8 février 1962 ? La veille, le 7 février, plusieurs attentats au plastic avaient visé les domiciles d'intellectuels favorables à la paix et à l'indépendance de l'Algérie. Alors ce jeudi 8 février 1962, à l'appel du PCF et d'autres organisations de gauche, une manifestation est organisée à Paris pour dénoncer les agissements de l'OAS ainsi que la guerre d'Algérie. Les manifestants forment plusieurs cortèges derrière des banderoles où l'on pouvait lire « OAS assassins ! Paix en Algérie ! ». Étant donné le contexte des plus tendu et l'état d'urgence décrété en avril 1961, cette manifestation est interdite, et donc réprimée. Les manifestants essayent de se réfugier dans la bouche de métro Charonne, qui avait été fermée, et neuf personnes décèdent étouffées. Toutes les victimes étaient syndiquées à la CGT et, à une exception près, membres du PCF⁴².

Le 22 mars 1962, c'est la *Pravda* en URSS qui consacre un grand article d'une demi-page à l'Affaire A.⁴³ Il s'agit de l'édition ukrainienne de la *Pravda*, la *Pravda Lvovskaya*, de Lvov. Ce grand article a pour titre « Le komsomolets Maurice André contre le dinamitchicovs⁴⁴ », il est accompagné de deux photographies. L'une de Maurice André avec d'autres adolescents sur le quai d'une gare et l'autre de l'en-tête de l'article de *Libération* (en français) sur l'Affaire A. L'article d'une centaine de lignes revient sur toute la chronologie des événements qui se sont déroulés à Lannion. La journaliste précise le rôle héroïque du « vaillant » Maurice André et explique que « tous les travailleurs de Lannion » se sont mobilisés. Le jeune homme s'était rendu à Lvov, à Artek (sur la mer Noire) en camp de pionniers et à Moscou, avec l'association des enfants de résistants français, invités par des vétérans soviétiques en 1959. Dans cet article on retrouve une rhétorique partisane, à la gloire du jeune communiste face au « terroriste » et au « fasciste » Jean A. Dans la *Pravda* aussi, l'histoire a valeur d'exemple, le comportement héroïque du jeune communiste est glorifié.



Comment une simple querelle de lycéens a-t-elle pu avoir un tel impact et une telle médiatisation ? Tout d'abord parce qu'elle n'est pas une banale altercation qui aurait pour cause l'ego ou la jalousie, mais bien un affrontement entre deux jeunes hommes engagés et partisans. Les mots vont loin

42. DEWERPE Alain, *Charonne, 8 février 1962, Anthropologie d'un massacre d'État*, Gallimard, 2006.

43. *La Pravda Lvovskaya*, jeudi 22 mars 1962. Article de Maria Fortous, édition traduite du cyrillique par Marina.

44. Le « dynamiteur » ou « terroriste à la dynamite ».

et sont répétés, les menaces de plastiquages et de meurtre font mûrir la colère et la haine. Les deux jeunes hommes sont engagés depuis longtemps et semblent avoir grandi avec ces valeurs. La personnalité et la célébrité du père de Maurice André explique probablement aussi la médiatisation et l'engouement local pour le défendre.

Ensuite cette histoire se déroule à l'ouest des Côtes-du-Nord, au cœur de la « zone rouge » non loin du fief de Tanguy-Prigent⁴⁵, où les électeurs ont montré à de nombreuses reprises leur attachement pour le parti communiste⁴⁶ alors nettement engagé pour l'indépendance algérienne et le rappel des troupes françaises. Les militants et les associations, tel que le Comité pour la Paix, organisent des meetings et des manifestations très suivies dans le département⁴⁷. La région lannionaise dispose d'un vivier de militants très actifs.

Cette exclusion a lieu au tout début du mois de février 1962. Les actions de l'OAS en France sont alors de plus en plus nombreuses : Olivier Dard parle de « radicalisation⁴⁸ », et Guy Pervillé évoque une « escalade de la violence⁴⁹ ». L'antagonisme est profond, viscéral, et violent entre les communistes et les partisans de l'Algérie française⁵⁰. À l'image de cette passion, de cet engagement et de cette violence : le drame de Charonne. Hasard de l'histoire, le drame se déroule le jour de la parution de la plupart des articles sur l'Affaire A.

On peut dire que cette histoire est suscitée, voire excitée par des événements locaux et nationaux. Elle traduit et symbolise parallèlement des enjeux beaucoup plus larges. C'est bel et bien le contexte géographique et chronologique qui permet à cette histoire d'être un peu plus qu'une simple querelle de lycéens.

45. Lannion touche le fief de Tanguy-Prigent à Morlaix, ancien résistant et ministre, désormais un farouche opposant à De Gaulle.

46. Le Parti communiste s'affirme dès 1956 pour un « retrait immédiat » d'Algérie et une « ouverture des négociations », forcément un sujet pour ce parti (la décolonisation) ; des réunions ont lieu à Lannion dès 1956 sur le sujet avec des discours de Marcel Hamon (député PCF de la circonscription et membre de l'état-major du PCF local). Le PCF s'engage pour la paix en Algérie. À partir de 1958 le PCF montre les décolonisations comme une évolution inexorable, le mouvement de l'histoire que même la force militaire ne pourra endiguer. Sur les derniers mois de la guerre d'Algérie, le PCF local s'engage largement contre l'OAS.

47. BOUDER, Manuel, *op. cit.*

48. DARD, Olivier ; *Voyage au cœur de l'OAS*, Paris, Tempus, 2005, p. 201.

49. PERVILLÉ, Guy, « La guerre d'Algérie : combien de victimes ? », dans STORA, Benjamin, HARBI, Mohammed, *La guerre d'Algérie, 1954-2004, la fin de l'amnésie*, Paris, Hachette, 2004, 704 p.

50. Quelques jours avant notre affaire, le 4 janvier, le siège du PCF à Paris est attaqué par l'OAS.

RÉSUMÉ

La France métropolitaine est le théâtre de nombreux événements lors de la fin de la guerre d'Algérie. L'opinion publique est divisée, les tensions sont exacerbées. Aux attentats succèdent les grèves, les manifestations et les pétitions.

En Bretagne, dans le lycée de Lannion, l'année scolaire 1961-1962 est marquée par ces tensions. Un jeune Bônois vient d'être assigné à résidence par le ministre de l'Intérieur dans la région. Militant pour l'Algérie française, ex-dirigeant d'une cellule de Jeune Nation, Jean A. ne cache pas ses opinions et ses « faits d'armes » au lycée. Face à lui, Maurice André et ses amis communistes ne veulent plus tolérer les provocations de ce jeune partisan de l'OAS. Ils décident de le dénoncer dans un tract distribué à la sortie du lycée. Le chef d'établissement, appliquant le règlement, exclu de l'établissement Jean A. et Maurice André. Le jeune communiste est soutenu dans la région et l'affaire prend une tournure inattendue en ce début d'année 1962. Corentin André, le père, est un célèbre Résistant dans la région, il dirige l'ANACR et a des responsabilités au sein du parti communiste dans le département. Meetings et pétitions prennent fait et cause pour le jeune André. Le chef d'établissement est dans une position délicate. Les services de renseignements du préfet suivent les événements avec intérêt.

La presse locale puis nationale et même internationale s'empare de cette affaire qui sert des intérêts pour les deux camps. Pour l'extrême-gauche c'est le symbole d'une efficace mobilisation contre les « fascistes », pour l'extrême-droite celle d'une nouvelle persécution communiste envers un « pied noir ».

ABSTRACT

At the end of the Algerian war, metropolitan France was the scene of many events. The general public was divided, tensions were aggravated. Bombings gave way to strikes, demonstrations and petitions.

In Brittany, during the 1961/1962 school year, the secondary school of Lannion was affected by these tensions. A young teenager from Bône, Algeria, had just been placed under house arrest in the area by the Minister of the Interior. An active member for "French Algeria", former leader of a group of activists for "Jeune Nation", Jean A. did not conceal his views or his exploits at school. Facing him, Maurice André and his communist friends could not tolerate the provocations of this young supporter of the OAS. They decided to denounce him in a pamphlet distributed outside the school. The school head, eager to apply the rules, decided to expel Jean A. and Maurice André. The young communist was supported by the entire region and the crisis developed in an unanticipated direction in early 1962. Corentin André, his father, was a well-known resistance fighter in Brittany. He was also a leader of the ANACR and exercised an important role in the communist party in the department. Meetings and petitions were organised for the young André. The school head was in a difficult situation : the intelligence services of the prefect followed the events with great interest.

The local then the national and even the international press advertised the event which met the interests of the two opposing camps: for people from the far left, it was a symbol of an effective mobilisation against the "fascists", for the far right, it was another case of communist persecution against a "pied noir".